

Badische Landesbibliothek Karlsruhe

Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe

**Nouvelles de France. Deutsche Ausgabe. 1947-1948
1947**

495 (10.5.1947)

SAMSTAG
10.
M A I
1947
3. Jahrgang
No 495
30 Pfg.

DEUTSCHE AUSGABE

Nouvelles de France

NACHRICHTENBLATT

DIREKTION
REDAKTION
ADMINISTRATION
Marktplatz 4
KONSTANZ
ANZEIGEN:
Agence Havas
Marktplatz 4
KONSTANZ
und
Neubühlstr.

Die französische Einwanderungs-Politik

Von René Sudre

Rufen wir uns ins Gedächtnis zurück, daß die französische Bevölkerung kurz vor dem Krieg 41 1/2 Millionen Einwohner betrug und daß bei der Volkszählung im Jahre 1946 sich nur auf 40 750 000 Einwohner bezifferte, sich also eine Verminderung um 230 000 Einwohner ergab. Diese Zahl überraschte die Statistiker, die mit einer Abnahme von 1 1/2 Millionen gerechnet hatten. Ihr Irrtum lag in der Zahl der Ausländer begründet. Nach ihren Berechnungen hätten 200 000 Ausländer das Land verlassen müssen. Nun hat sich jedoch ergeben, daß im Gegenteil seit Kriegsende 310 000 Ausländer in das Land hineingekommen sind. Der Unterschied betrug also, wie man sieht, 610 000. Das tut jedoch nichts zur Sache, denn selbst, wenn man diese, den Gesamtverlust weniger füllbar machende Beibehaltung in Betracht zieht, hat Frankreich einen dringenden Bedarf an Arbeitskräften. Dieser Umstand ist nicht eine Folge des Krieges, sondern die Folge von früher herrschenden Verhältnissen, die sich durch den Krieg rasch geändert haben. Frankreich war im Jahre 1939 das Land mit der geringsten Geburtenziffer. Es besaß nicht mehr als 76 Einwohner pro qkm, während Deutschland 138 und Belgien 296 zählte. Man begreift das geringe Verlangen, mit dem Hitler nach dem Westen schaute, um seinen „Lebensraum“ zu vergrößern. Welche Garantien müßte man nicht jetzt von Deutschland fordern, um seine Einwohner zu 100 auf einem qkm leben lassen!

Noch tiefergehende Gründe als der unmittelbare Mangel an Arbeitskräften wurden von Herrn Louis Chevallier, einem ausgezeichneten Spezialisten dieser Fragen, angeführt. „Es gibt, so sagt er, verlassene Felder, Gebirge, die zerfallen, Bergwerke, in denen nicht mehr gearbeitet wird. Es gibt aber ebenso tote Gebiete des Geistes.“ Und er erklärt, daß bei einer gleichbleibenden oder sogar abnehmenden Bevölkerung auch die Intellektuellen Erneuerung sich verweigern. Man braucht beispielsweise nur an die Jungen, ausgetriebenen aus den Schulen, zu denken, die in dem ersten großen Krieg gefallen sind. Frankreich leidet sehr stark unter diesem Verlust, der sich bereits auf zwei Generationen auswirkt, und die zivilisatorische Rolle, die es seit Jahrhunderten innehat, ist dadurch in unermesslicher Weise geschwächt worden.

Das Problem der Einwanderung stellt sich daher gleichzeitig zahlen- und wertmäßig, und diese beiden Gesichtspunkte müssen sich notwendigerweise ein wenig widersprechen. Die Statistiker meinen, es würde zu einer wirklichen Gefahr führen, wollte man sie trennen. Dabei kommt es nicht in Frage, alle nur möglichen, mehr oder weniger erwünschten Elemente nach Frankreich herbeizulenken unter dem Vorwand, daß die Arbeitskräfte darstellen, oder sich an bessergerüstete Ausländer zu wenden, die nicht durch die harte Notwendigkeit zu einer Tätigkeit getrieben werden. Die Geschichte bietet nicht alle Tage Vorschriften des Edikts von Nantes und antijüdische hillestische Maßnahmen.

Die französische Politik ist seit dem Krieg durch den Versuch gekennzeichnet, diese beiden Notwendigkeiten miteinander in Einklang zu bringen. Zunächst sind die Einbürgerungen in beschleunigtem Maße durchgeführt worden. Seit dem 19. Oktober 1946, dem Datum, an dem das Gesetz über die französische Staatsangehörigkeit erlassen wurde, muß ihre Zahl einige Hunderttausend erreicht haben, und weitere 300 000 Aktensätze liegen zur Bearbeitung vor. Am Ende des Jahres 1946 konnte die Gesamtzahl der Ausländer, der Einwohner der französischen Republik, auf 4 600 000, das sind 12% der Bevölkerung, geschätzt werden. Wie groß dieser

(Fortsetzung Seite 4)

DEUX ANS APRES LA FRANCE A COMMÉMORÉ LE JOUR "V"

DES cérémonies officielles ont marqué dans toute la France la commémoration du jour « V », en présence, la plupart du temps, de notabilités civiles et militaires et de diverses associations de la Résistance. Les monuments aux morts ont été fleuris et une minute de silence a été observée.

En ce jour anniversaire de la capitulation allemande, les Parisiens avaient abondamment peuplé. Aux fenêtres des immeubles et aux façades des bâtiments publics, des pavillons français et alliés claquaient au vent, notamment avenue des Champs-Élysées et sur la place de l'Étoile.

M. Ramadier au tombeau de l'Inconnu
Bien que les grandes cérémonies commémoratives ne doivent avoir lieu que dimanche, le président Ramadier a tenu, jeudi soir, à venir s'incliner sur la tombe du soldat inconnu. Le président du Conseil est arrivé à l'Étoile à 18 h. 25, accompagné de MM. Debois, Rocard, Mitterrand, Jacquinet et de nombreuses personnalités civiles et militaires. Il a déposé une énorme gerbe sur la dalle sacrée et s'est recueilli quelques instants sur les plaques de l'immense drapeau tricolore qui tombait de la voûte centrale.

Les déléguations ont ensuite défilé sous l'arc et sur la place. A l'issue de la cérémonie 400 anciens combattants, militaires et civils, ont descendu les Champs-Élysées en chantant la « Marseillaise » et en poussant les cris de « De Gaulle au pouvoir » et « Thorez au pouvoir ». Les manifestants ont gagné ensuite les grands boulevards et se sont bientôt dispersés après l'intervention du service d'ordre.

M. Vincent Auriol à Orléans
A Orléans M. Vincent Auriol, président de la République, après avoir participé aux cérémonies officielles à la cathédrale et de l'hôtel de ville d'Orléans, a présidé un grand banquet offert par la municipalité.

Prenant la parole à l'issue du repas, le président a souligné que

par « une merveilleuse coïncidence l'anniversaire de la délivrance d'Orléans était aussi l'anniversaire de la victoire de la France et des Nations unies ».

Après avoir rappelé que les Français avaient le devoir de se montrer dignes de Jeanne d'Arc et des héros de la Résistance, le président a déclaré :

« J'ai le devoir, moi qui ne suis pas seulement le gardien vigilant et ferme de la constitution républicaine et le dépositaire des intérêts permanents de la France et de l'Union française, j'ai le devoir de vous parler gravement.

« Oui, la démocratie doit être sociale, mais d'abord il faut maintenir la démocratie par la reconstruction de la France et en vue de préserver l'avenir et embellir la vie.

« Oui, il faut libérer l'homme de la faim et de l'angoisse du lendemain, mais le déséquilibre économique et la ruine de la monnaie signifiaient la misère et le désespoir pour tous.

« Oui, il faut faire vivre l'Union française dans la fraternité et l'égalité des droits et des devoirs; mais cette œuvre magnifique et éternelle n'est réalisable que si dans la métropole même nous donnons l'exemple de la cohésion, du labeur et de la force.

« Oui, la France a une mission de conciliation et de paix internationale à remplir dans le monde, à la condition que les discordes ne viennent pas compromettre son

indépendance et ternir son prestige. »

L'après-midi M. Vincent Auriol a assisté à un défilé des troupes. A 18 h. il a gagné la gare et a quitté la ville à destination de Paris.

A l'étranger
En Grande-Bretagne, M. Attlee a présidé à Londres les fêtes commémoratives du « V Day ». Le ministre, a déclaré à cette occasion, dans une allocution, que la Grande-Bretagne est résolue à participer de toutes ses forces à la construction de la paix mondiale.

En Italie, le comte Strozzi, dans un discours radiodiffusé, a déclaré à la population :

« Aujourd'hui même, en cet anniversaire de l'écrasement de la barbarie nazie, j'ai signé la demande officielle d'admission de l'Italie à l'O.N.U. »

Puis il a dénoncé les responsabilités du mouvement de révolte malgache. Ce parti, minutieusement organisé, poussant à l'extrême l'art du sabotage, utilisant au mieux la crédulité et les superstitions du peuple, entendait réinstaller la tyrannie d'autrefois et rejeter à la mer les colons français et détruire tout ce qui pouvait être attaché à la France. Quant aux chefs, MM. Ravohandy, Rabemananjara et Raseta, M. Duveau les présente comme des récidivistes, de la conspiration et comme les instigateurs des assassinats que nous déplorons aujourd'hui.

« Je laisse à la justice, a-t-il ajouté, le soin de punir leurs crimes, mais je puis dire qu'ils ont trahi leurs frères et l'Union française. »

En face des responsabilités du

LA VIE POLITIQUE LE REMANIEMENT MINISTERIEL

Le président de la République a assisté, jeudi, à Orléans, aux manifestations commémorant une double délivrance : celle du 8 mai 1942 et celle du 8 mai 1945.

Dans le discours que M. Vincent Auriol a prononcé à cette occasion, il a lancé « en homme... que ses fonctions élèvent au-dessus des partis », un pressant appel « au bon sens, à la raison, à la sagesse de tous ».

« Aujourd'hui, a-t-il notamment déclaré, toute agitation serait une agitation contre la patrie. »

Revenu le soir même à Paris, le président de la République a signé, vraisemblablement, au cours du Conseil des ministres qui s'est réuni vendredi matin à l'Élysée, les décrets de nomination des nouveaux membres du cabinet. Ceux-ci, d'ailleurs, assisteraient à la réunion du gouvernement et seraient, à cette occasion, présentés officiellement par M. Paul Ramadier au chef de l'Etat.

Qui seront-ils? Il est encore difficile, ce matin, de l'annoncer à coup sûr : les pourparlers engagés entre les partis à ce sujet

ne sont pas encore, semble-t-il, absolument terminés.

Le président du Conseil a rendu compte jeudi matin, au groupe socialiste réuni au Palais-Bourbon, de l'état de ses entretiens. Parmi les désignations qui paraissent avoir toute chance d'être confirmées, on peut citer celle de M. Paul Béchard, député socialiste et ami personnel du président du Conseil qui, en qualité de secrétaire ou peut-être de sous-secrétaire d'Etat à la présidence, se verrait confier la coordination de la Défense nationale et aussi, dit-on, le reclassement de la fonction publique.

M. Daniel Mayer, ancien secrétaire général de la S.F.I.O., paraît devoir être ministre du Travail. La Santé publique serait dévolue à M. Robert Priquet, député M.R.P. M. Eugène Thomas, qui représente au sein du groupe parlementaire S.F.I.O. l'importante fédération du Nord, se chargerait des P.T.T., transformés en sous-secrétariat d'Etat.

Il est question de nouveau de la désignation d'un titulaire « responsable » pour le portefeuille du Ravitaillement.

Cependant, rien ne permet encore d'affirmer que ce département, particulièrement délicat à diriger, serait confié à un nouveau ministre de tel ou tel parti.

Reste donc la Reconstruction. Certains espoirs se sont fait jour au sein du Rassemblement des gauches, qui aimeraient voir désigner pour ce poste, soit M. Claudius Petit, soit M. René Meyer, et les parlementaires radicaux auraient soutenu également la candidature de M. Lant, conseiller de la République, aux fonctions de ministre de la Santé publique.

En définitive, le portefeuille de la Reconstruction serait, selon le bruit qui semble avoir quelque fondement, soit rattaché purement et simplement aux Travaux publics et Transports, soit plutôt remis à M. Letourneau, actuellement ministre du Commerce. Dans ce dernier cas, ce département se trouverait donc à pourvoir.

Deutsche Inhaltsübersicht

Seite 1
René Sudre:
Die französische Einwanderungspolitik (Schluß Seite 4)
Kein amerikanischer Druck auf die französische Außenpolitik

Seite 2
Frankreichs Presse schreibt
Francis Jeanson:
Das philosophische Leben (Schluß Seite 3)

Seite 3
Das Ausland schreibt:

Seite 4
Nach dem Verbot der kommunistischen Partei Brasiliens
Nachrichten aus dem Ausland.

Seite 5
Nachrichten aus Deutschland
Wirtschaftsbergische Universität
wöchens 1947
Fascistische Radiostunde
Programme
Deutsche Pressenachrichte: Amerikanische Zone.

LE GENERAL Guillain de Benouville AU CANADA

OTTAWA. — Le général Guillain de Benouville, accompagné du colonel Henri Mesnet, attaché militaire à l'ambassade de France à Ottawa, a visité l'école militaire de Kingston. M. Mesnet a remis des décorations françaises à des officiers supérieurs canadiens.

Kein amerikanischer Druck auf die französische Außenpolitik

WASHINGTON, 5. Mai. — Wir wissen gestern schon darauf hin, daß die Umbildung, die der französische Ministerpräsident in seinem Kabinett vornahm, wirklich Anlaß zu sehr phantastischem Kommentar gab.

Manche glauben, Frankreich werde seine Außenpolitik ändern und sich den Westmächten nähern, wenn es dadurch gewisse wirtschaftliche oder finanzielle Vorteile erzielen könne.

Diese Ansichten werden durch die Besprechungen, die William Bullitt kürzlich mit General de Gaulle, Léon Blum und dem amerikanischen Botschafter und anderen französischen Persönlichkeiten in Paris hatte, begründet.

Amerikanischen Journalisten jedoch, die Präsident Truman fragten, ob es wahr sei, daß Besprechungen im Auftrag der amerikanischen Regierung über die französisch-amerikanischen Beziehungen stattgefunden hätten, erhielten die Antwort, daß das Weiße Haus den früheren amerikanischen Botschafter mit keiner Mission beauftragt habe.

Der Präsident der Vereinigten Staaten fügte noch hinzu, er wisse nicht, ob William Bullitt vor seiner Abreise mit dem Chef seines Generalstabes, Admiral Leahy, gesprochen hätte.

In gut informierten Kreisen wird versichert, daß die Vereinigten Staaten keinen Druck auf die französische Regierung ausüben werden, damit sie der politischen oder der wirtschaftlichen Verschmelzung der westlichen Zonen Deutschlands zustimmt.

Dieselben Kreise, die „genau über die Schwierigkeiten Frankreichs im Bild sein wollen“, glauben jedoch, daß partielle Verhandlungen, die sich zum Beispiel auf die Benützung der Eisenbahnen und Wasserwege durch die englisch-amerikanischen Besatzungsbehörden in der französischen Zone beziehen, sehr wünschenswert seien. Es wird hinzugefügt, daß man es vorziehen würde, wenn diese Verhandlungen von französischer Seite aus statt-

fänden. Nur wenn die nächste Vizekonferenz in London abgehalten solte, würde das Problem der französischen Zone hinsichtlich ihrer Beziehungen zur englisch-amerikanischen Zone als dringend behandelt werden.

Uebrigens hofft man in diesen gut informierten Kreisen, daß Frankreich in Zukunft mehr deutsche Kohle erhalten wird.

AUTOUR DES USINES RENAULT Le point de vue des grévistes

Pour tenter de nous faire une opinion sur la grève — d'un caractère un peu particulier — qui se vit actuellement aux usines Renault, nous sommes allés interroger différents éléments ouvriers et employés des grandes usines d'automobiles de Boulogne-Billancourt.

Langant les rues de cette « ville industrielle », il est facile de trouver des groupes de grévistes qui discutent de la question. Des brèves de conversations parviennent aux oreilles, on comprend tout de suite que, même chez les travailleurs, il y a des divisions; les desiderata et la justification de la grève ne sont pas les mêmes pour tous, et puis, il y a ceux qui demeurent soumis à la discipline syndicale — et il y a deux syndicats — ceux qui s'en dégagent, et ceux qui suivent le mouvement, uniquement par solidarité.

Il se résulte que les avis sont très partagés et les caractères de chacun se dégagent des conversations.

Un « résument » nous dit :

— Demander une augmentation de dix francs de l'heure n'est pas une exagération; car celle-ci se correspondrait pas même au coût de la vie depuis le dernier relèvement de nos salaires.

— Vous n'êtes donc pas d'accord avec vos organisations syndicales ?

— Non, d'abord, parce que la C.G.T. n'offre qu'une majoration de la prime à la production de trois francs et puis il suitra les spécialités, elle ne s'est pas suffisamment attachée à la réduction effective du prix de la vie.

Survient un désingénieur, l'expression un peu courtoise :

— Naturellement, on a essayé de grève pure. On accuse les éléments de grève d'être constitués par des éléments douteux... des résidus de la L.V.F. et autres. Pourtant beaucoup d'entre nous ont une volonté de marcher à pleins bras pour voir la vie reprendre d'un bon rythme.

Un discipliné survient, tel un peu de courtoisie et lance :

— A mon avis, à moi, cette grève, c'est une grève politique... elle a été déclenchée par des types qui se choi-

M.D.R.M. l'orateur a placé celles de l'administration, qui s'est montrée sans prestige et sans autorité. A un gouverneur — qui excellait aux jeux de cartes — succéda M. le Coppel, dont l'honorabilité, certes, ne peut pas être mise en doute, mais qui ne laissa de faire preuve d'une négligence et d'une association coupables.

Dans sa conclusion M. Duveau tenait que les mesures indispensables à notre maintien dans l'île soient prises de toute urgence.

M. MALBRANT
M. Malbrant (U.D.S.R., Oubani-Char) rappela d'abord les paroles prononcées par le président Vincent Auriol à Dakar : « Non, la France n'appuie pas, elle libère. »

« Il est évident, qu'actuellement, en cette production industrielle devrait marcher à plein rendement, ce conflit est une chose regrettable. Il va créer des difficultés à la gestion de l'entreprise et pourtant, il faut comprendre le point de vue des ouvriers qui, plus que tous les autres, souffrent du coût élevé des prix. »

Quelles sont ces conditions ? Que signent ces ouvriers ?

Les tarifs sont variables — nous dirons — suivant la valeur professionnelle, par exemple, un ouvrier spécialisé touche environ 72 francs de l'heure, un manoeuvre 45 à 50 francs.

C'est ensuite le technicien que nous interrogeons. Il voit la chose de plus haut, dans ses conséquences et même dans l'avenir :

« Il est évident, qu'actuellement, en cette production industrielle devrait marcher à plein rendement, ce conflit est une chose regrettable. Il va créer des difficultés à la gestion de l'entreprise et pourtant, il faut comprendre le point de vue des ouvriers qui, plus que tous les autres, souffrent du coût élevé des prix. »

ADR. VERDIÈRE LE PELETIER
SUITE EN PAGE 6

Frankreichs Presse schreibt:

DAS VERDIENST DEREN RAMADANES

Nachdem der Nationalrat der SFIO Herrn Ramadane...

„Wir wissen wohl, daß die Spaltung, in welche die eingetragene Partei sich auflöst...

„Le Monde fordert uns auf zu erklären, ob die Steigerung der Produktion...

„Die alten Wahlen geben in Frankreich die Weisheit der Lebensweise hoch...

„Das ist auch die Meinung Georges Bernanos in „Pensées“...

„Die verschiedenen Fäden trägt man auseinander, um Rat oder man hält sich zurück...

„In verschiedenen Fällen trägt man auseinander, um Rat oder man hält sich zurück...

L'HUMANISME DE MISTRAL

SOUS le titre de « Provence Notre », le grand peintre provençal André Marchand...

Il naît le 8 septembre 1830, en la fête de la Nativité de la Vierge. Son épique de « Mireille » apparaît comme une lumière véritablement purifiante...

n'être que le commentaire du mot d'Ulysse : « Il n'y a rien de plus agréable pour l'homme que sa patrie ».



Der französische Schriftsteller Mistral in seinem Garten in der Provence. (A.F.F.)

plus inquiet, que son apparente gâté le laisserait supposer. C'est que l'œuvre de Mistral est d'un humanisme plus « humain » qu'intellectuel.

seinen Garten in der Provence. (A.F.F.) C'est que l'œuvre de Mistral est d'un humanisme plus « humain » qu'intellectuel.

NOS ECHOS

COMME LE TEMPS PASSE...

LE 10 MAI 1907 mourait Jean-Baptiste Donatien de Mionnet, comte de Rochambeau.

DEMISSION DE NORMAND

LES démissions sont fort à la mode en ce moment. Le maire d'une petite commune de Normandie...

REBOURSEZ...

CERTAIN soir, dans une église, M. Dupont entreprend de forcer le tronc de son Saint-Antoine Malheureuxment survint M. le curé...

S.O.S. UKULELE

VENTS et raz de marée, sécheresses et phylloxères, tout cela fait que les Havrais n'ont plus rien à se mettre. Les plantes à fibres latentes défilent...

OU SONT LES FRONTIERES ?

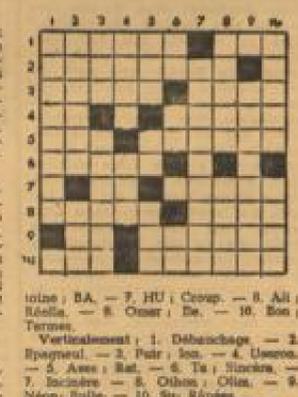
Il est très difficile de modifier une chose déjà stable. Vous pouvez vous en rendre compte si vous essayez de réintégrer un appartement qui a été occupé, même instantanément.

HOMMAGE A ROSNY AINE

Le conseil municipal vient, pour une fois, de prendre une décision qui a sa valeur.

MOTS CROISES

PROBLEME N° 418 Horizontalement : 1. Métal ductile et malléable. En Allemagne. — 2. Frontière alpine. — 3. Qui peut servir à Bayreuth. — 4. Epave d'un navire qui a péri. — 5. Péninsule. — 6. La Cabale en a fait un jeu de hasard. — 7. D'opéra. — 8. C'est un jeu de hasard. — 9. Arrière. — 10. C'est un jeu de hasard.



Büro-Gehilfen. Für sofort wird gesucht. Büro vorzustellen bei Agence Haver, Konstant, Kanzelstraße 1.

MECHANIKERMEISTER aus dem Flugzeugbau, 31 J., politisch einwandfrei, verheiratet. — Automechaniker mit Führerschein. Kl. 2 (ohne Führerschein) bei der oben. deutsch. Wehrm. 29 J., politisch einwandfrei. — Damenschneiderei, an selbständiges Arbeiten gewöhnt, 31 J., (Beschäftigung auch in Gaststättenbetrieb wie Hotel usw., angenehm), suchen Arbeit in der Schweiz. Bei event. par. Vorstellung mündl. Anforderng. zuzuschicken werden. Zuschrift. mit. Chiffre 25 008 HAVAS, Konstant, Kanzelstr. 1.

STARKRECHNER od. Fachmann gesucht. Herrsch. mit langjähr. prakt. Erfahrung. a. d. Gebiete d. Geodäsie, stichtvermessung, Höhenmessung, etc. unter W 3174. Ans. Exp. William Wilkens, Hamburg 1, Preisstraße.

WER kennt Ansdreit v. Albert Andre, Trier (Land), Baugeschäft mit Landwirtsch. Nachricht. erb. Bischoff, Hannover-Limmer, Friedhofstraße 2.

SEIT dem Mittelalter, die sich die deutsche Philosophie des Mittelalters zuwenden konnten, haben und noch mehr seit dem letzten Krieges...

Das philosophische Leben

Die wiederum eine Unterbrechung in der Philosophie. Eine Unterbrechung, die nicht nur in der Philosophie...

Ueber einige

Vielversprechenden ansetzte, und sich hinneigte einer systematischen Kritik. Dann einer Gesamtüberprüfung der so gewonnenen Ergebnisse zu widmen.

Les U.S.A. travaillent un mois par an POUR L'EXPORTATION

CLEVELAND. — M. Dean Acheson, sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères, a pris la parole devant l'association des planteurs de coton et des industriels du Missouri pour traiter de l'important problème des exportations et des importations américaines.

Il ressort de ses déclarations que « pour faciliter l'application de la politique étrangère américaine et pour aider les nations menacées par la pression totalitaire extérieure et intérieure », le gouvernement des Etats-Unis demanderait bientôt au Congrès la prorogation des contrôles des exportations qu'il détient actuellement en vertu des dispositions prises pendant la guerre, et s'efforcera d'activer la transformation de l'Allemagne et du Japon en « deux grandes usines » fonctionnant au profit de l'Europe et de l'Asie.

M. Dean Acheson estime à 17 milliards de dollars, le total des exportations américaines et des crédits alloués aux pays nécessiteux. Les exportations, a-t-il affirmé, représentent un mois de travail pour chaque Américain, un mois de production de chaque ferme, de chaque usine et de chaque mine. Les exportations pour l'année 1947, qu'il estime à 8 milliards de dollars représenteraient le maximum de ce que les Etats-Unis pourront vraisemblablement exporter dans les prochaines années.

Le problème des exportations est lié à celui des importations : les

Americains, estime M. Acheson, doivent venir au secours des pays ruinés par la guerre pour que ceux-ci puissent relever leur industrie et se procurer de nouvelles devises américaines en reparaissant de nouveaux leurs exportations. Les Etats-Unis doivent donc importer le plus possible de façon à réduire le déficit financier qui résulte du déséquilibre entre les besoins des autres puissances et leurs possibilités.

L'horreur d'Etat américain a terminé son discours en déclarant qu'il ne s'agit pas d'une question de charité, mais tout simplement d'une question de sens commun et d'une preuve de sens commercial.

Les relations hollando-indonésiennes

UNE DECLARATION PESSIMISTE DU DR SHARIR

BATAVIA. — « Les relations politiques hollando-indonésiennes ne sont nullement améliorées depuis la signature de l'accord de base de Linggadjati ».

Tel est l'avis exprimé par le Dr Soetan Sharir, premier ministre de la République indonésienne. Confirmant son pessimisme, il a déclaré qu'aucun espoir d'arrangement ne se réalisera si les Hollandais ne modifiaient pas leur attitude.

Selon lui, les raisons de cette pénible situation qui dure depuis des mois seraient les suivantes :

1° L'envoi de troupes de renfort néerlandaises en Indonésie ;

2° La reconnaissance, sans précédent préalable de l'Etat autonome de l'ouest de Bornéo ;

3° Le fait que le gouvernement indonésien ne se soit pas opposé au mouvement séparatiste de la province de Souda (ouest de Java).

Le Dr Sharir reproche, en outre, aux Hollandais d'avoir demandé pour l'Indonésie un crédit de 300.000.000 de dollars aux U.S.A. sans avoir fixé la part qui reviendrait au gouvernement indonésien.

Quelle est l'attitude de la Hollande sur tous ces points ?

Elle fait tout d'abord remarquer que les militaires néerlandais qui partent en Indonésie vont relever d'autres troupes qui se réembarquent pour la métropole.

En second lieu, le gouvernement néerlandais s'appuie sur le fait qu'il n'y a pas eu plus d'élections dans la République indonésienne que dans l'ouest de Bornéo.

En ce qui concerne le mouvement séparatiste soudanais, les Néerlandais déclarent qu'ils ne

« Les journaux américains ont déformé le texte de l'entretien STALINE-STASSEN »

déclare la presse soviétique

MOSCOU. — Publiant le texte sténographique du récent entretien Staline-Stassen, la presse soviétique accuse les journaux américains d'avoir introduit dans leur présentation « une série d'inexactitudes et d'altérations volontaires ». Elle ajoute que le compte rendu officiel approuvé par le généralissime avait été remis par les autorités soviétiques à l'ancien gouverneur du Minnesota.

A L'ONU. Discussion sur la création d'une commission d'enquête POUR LA PALESTINE

PLUSHING MEADOWS. — La commission politique de l'Assemblée générale des Nations Unies a examiné deux résolutions qui se rapportent à la nomination de la commission d'enquête pour la Palestine.

Le délégué des Etats-Unis a proposé que cette commission soit composée de représentants de pays non intéressés à l'affaire palestinienne, ce qui augmenterait, à son avis, les chances d'aboutir à une solution objective du problème.

Le délégué de l'Argentine a proposé un contre-projet des cinq membres permanents du conseil de sécurité faisant partie de la commission avec un certain nombre de représentants d'autres pays non intéressés au problème.

C'est également l'opinion du délégué de la Suède qui estime que la commission d'enquête doit pouvoir bénéficier des conseils des quatre grandes puissances.

Sur Alexander Cadogan, représentant de la Grande-Bretagne, a déclaré que son pays ne désire aucunement se soustraire à ses obligations, mais il a fait remarquer que s'il devait être appelé à faire partie de la commission, il se trouverait isolé en face des menaces lancées au nom du jury.

LES TELEPHONISTES AMERICAINS ont obtenu satisfaction

WASHINGTON. — Le conflit des téléphonistes américains dont nous avons annoncé la résorption partielle dans certains Etats, a été définitivement réglé à la suite d'un accord intervenu entre la compagnie américaine des téléphones et télégraphes et le syndicat des travailleurs du téléphone.

Aux termes de cet accord, qui concerne notamment les transmissions à grande distance, une augmentation moyenne des salaires hebdomadaires de quatre dollars quarante cents est accordée aux grévistes. Ceux-ci reprendront le travail, mais respecteront cependant les piquets de grève des autres syndicats.

Finalment, la commission politique n'a pris aucune décision importante. Elle a chargé un sous-comité de rédiger les statuts de la future commission d'enquête. Sont représentés à ce sous-comité l'Argentine, l'Australie, le Canada, la Chine, la Tchécoslovaquie, l'Egypte, le San-Salvador et les quatre Grands.

Signalons que l'Agence Juive s'est présentée officiellement aux Nations Unies. Un porte-parole a déclaré que le rabbin Abba Hillel Silver, de Cleveland, qui est président de la section américaine du comité exécutif de l'Agence juive, exposera le point de vue juif dès qu'il sera autorisé à le faire par la commission.

L'ITALIE, PLATE-FORME DE L'IMMIGRATION JUIVE

Le correspondant de Reuters à Rome, annonce que l'Italie est devenue le point de départ le plus important de l'immigration illégale juive en Palestine. Ce sont les autorités italiennes qui donnent cette information lapidaire sans d'ailleurs en rapport étroit avec le mouvement clandestin.

Les immigrants franchissent en masse les frontières de l'Italie du Nord puis s'embarquent dans des ports italiens.

QUAND LES JUIFS S'ATTACKENT AUX JUIFS

Cinq des plus grands magasins textiles de Tel Aviv ont été saisis par des jeunes gens qui ont répandu du pétrole et mis le feu aux bâtiments. Les dégâts s'élevaient à 30.000 livres.

On pense que ces actes ont été perpétrés pour punir les commerçants qui ont refusé de verser les sommes qui leur ont été demandées au profit des organisations terroristes.

EN GRECE

La Thessalie est nettoyée

ATHENES. — Les troupes gouvernementales grecques ont complètement nettoyé la Thessalie, où viennent de se produire des soulèvements. Selon les documents découverts, le parti communiste grec serait responsable de l'insurrection. Il a également été établi que des partisans blessés étaient soignés dans des hôpitaux de Yougoslavie. Des bandes de partisans font des incursions sur le territoire grec, venant de Yougoslavie et d'Albanie. Ils rejoignent ensuite leurs bases de départ, ce qui complique la tâche des troupes chargées d'assurer l'ordre.

L'industrialisation de la Slovaquie

PRAGUE. — Le transfert d'entreprises industrielles des régions soviétiques en Slovaquie, prévu par le plan biennal de reconstruction, se poursuit à un rythme rapide. Le gouvernement de Prague vient de décider, à la suite d'une proposition de ministre de l'Industrie, le déplacement de trente nouvelles installations. Il s'agit, en premier lieu, d'entreprises électro-techniques et chimiques. Grâce à ces mesures, la Slovaquie, autrefois presque exclusivement agricole, participera, elle aussi, au développement industriel de la Tchécoslovaquie.

MONTEVIDEO. — Le vice-ambassadeur a déclaré à l'Assemblée des Nations unies un message pour demander la révision du traité de paix avec l'Italie et un approfondissement des clauses.

TEHRAN. — Les opérations contre la tribu kurde Barani étant terminées, le gouvernement iranien a supprimé l'état de siège dans le nord-est du pays.

UNE REQUETE DE LA FRANCE

NEW-YORK. — Le gouvernement français et la compagnie générale transatlantique ont déposé une requête devant les tribunaux maritimes américains afin d'être déchargés de toute responsabilité financière dans le désastre de Texas City, survenu le 16 avril à la suite de l'explosion de « Grandcamp ».

Cette requête indique que plusieurs demandes de dommages et intérêts ont déjà été adressées au gouvernement français et à la compagnie transatlantique, qui sollicitent une ordonnance judiciaire destinée à empêcher tout recours contre eux.

LE GENERAL MAC ARTHUR n'a jamais assuré Hiro Hito que les U.S.A. se chargeraient de la défense du Japon

TOKIO. — Le général Mac Arthur, commandant en chef américain au Japon, a démenti catégoriquement avoir assuré à l'empereur Hiro Hito que les Etats-Unis se chargeraient de la défense du Japon dans l'avenir.

Cette nouvelle avait été diffusée par la presse japonaise. Mettant les choses au point, le général Mac Arthur a affirmé : « Les déclarations qui m'ont été attribuées sont d'une absurdité si évidente qu'elles ne justifient aucun commentaire sérieux. Je n'ai dit qu'une chose, à savoir : la sécurité du Japon, jusqu'à ce que soit signé un traité de paix, sera assurée par

les Nations alliées par l'intermédiaire de leurs troupes d'occupation ».

A la suite de ce démenti, M. Katozo Okumura, chef de la section d'information du ministère des Affaires étrangères japonais, a donné sa démission.

ARRESTATION D'UN OFFICIER CRIMINEL DE GUERRE

TOKIO. — La police japonaise vient d'arrêter en gare de Modai, Shirokiro Watagami, ancien membre de l'état-major nippon, responsable d'avoir « attenté à la vie des deux leaders communistes, Nozaka Shion et Tokuda ».

M. Winston Churchill demande lui aussi, une réduction des dettes de guerre britanniques

LONDRES. — Dans un discours qu'il a prononcé devant le parlement, M. Churchill a déclaré qu'il était complètement d'accord avec le ministre des Finances quand il estime que les dettes de guerre de la Grande-Bretagne doivent être réduites.

Le leader de l'opposition ne voit pas pourquoi la Grande-Bretagne serait seule à supporter tous les frais de la guerre alors que ceux qu'elle a secourus et défendus peuvent faire face à l'avenir sans être accablés par de lourdes charges. Il a proposé que les dettes de guerre contractées par la Grande-Bretagne devraient être réglées par des accords semblables à ceux du prêt-bail. Ainsi tous les pays qui ont fait la guerre pourraient se partager équitablement ce fardeau.

Dés maintenant, l'organe de la ligue musulmane a déclaré : « Les Indes ne pourront et ne voudront jamais donner leur accord à toute réduction de leurs créances légitimes en faveur de la Grande-Bretagne ».

Cette déclaration revêt une grande importance, puisque le directeur du journal est Liaquat Ali Khan, ministre des Finances par intérim des Indes.

L'auteur de l'article termine en précisant que Liaquat Ali Khan, qui doit prochainement se rendre à Londres pour les négociations concernant la balance sterling, « ne le laissera pas persuader ni cajoler, et encore moins brutaliser, par M. Dalton, pour donner son accord à une réduction des créances des Indes en faveur de la Grande-Bretagne ».

des Affaires étrangères, lors d'une occasion un rapport sur la conférence de Moscou.

MAIS LES INDES NE VEULENT PAS EN ENTENDE-RE PARLER

NOUVELLE-DELHI. — Après le discours de M. Hugh Dalton, chancelier de l'Echiquier, qui demandait une réduction de la dette de guerre britannique, on attend les réactions des Indes.

Dés maintenant, l'organe de la ligue musulmane a déclaré : « Les Indes ne pourront et ne voudront jamais donner leur accord à toute réduction de leurs créances légitimes en faveur de la Grande-Bretagne ».

Cette déclaration revêt une grande importance, puisque le directeur du journal est Liaquat Ali Khan, ministre des Finances par intérim des Indes.

L'auteur de l'article termine en précisant que Liaquat Ali Khan, qui doit prochainement se rendre à Londres pour les négociations concernant la balance sterling, « ne le laissera pas persuader ni cajoler, et encore moins brutaliser, par M. Dalton, pour donner son accord à une réduction des créances des Indes en faveur de la Grande-Bretagne ».

„Analysen“

Von Francis Jeanson

Voluntarisme. Il est facile et même, dans une certaine mesure, de saisir la nature de la conscience humaine, quelle que soit l'analyse que l'on en fasse. Mais l'analyse de la conscience humaine, telle qu'elle est présentée dans les ouvrages de la psychologie analytique, est une tâche beaucoup plus difficile. Elle est en effet une tâche de psychologie analytique, et non de psychologie générale. Elle est en effet une tâche de psychologie analytique, et non de psychologie générale. Elle est en effet une tâche de psychologie analytique, et non de psychologie générale.

l'objet de l'analyse est la conscience humaine, telle qu'elle est présentée dans les ouvrages de la psychologie analytique. Elle est en effet une tâche de psychologie analytique, et non de psychologie générale. Elle est en effet une tâche de psychologie analytique, et non de psychologie générale. Elle est en effet une tâche de psychologie analytique, et non de psychologie générale.

l'objet de l'analyse est la conscience humaine, telle qu'elle est présentée dans les ouvrages de la psychologie analytique. Elle est en effet une tâche de psychologie analytique, et non de psychologie générale. Elle est en effet une tâche de psychologie analytique, et non de psychologie générale. Elle est en effet une tâche de psychologie analytique, et non de psychologie générale.

Antiquitäten jeglicher Art

Ankauf Kommissio Verkauf
laender HAUSER, Konstanz
Hofenstraße 4

AMERIKANERIN mit besten Beziehungen zu US-Medien, sucht Vertretung für erstklassige Erzeugnisse der Modeartikel - Branche. Korrespondenz deutsch, englisch, spanisch. ANNA, Konstanz, Kommissiostraße 4.

ACHTUNG! Suche für Charlotte Bachsch, geb. 23. 6. 1912 in Bad Dürrenberg/Thüringen, 8. BfG, Ankauf ererbter Herbert Goldner, früher Breslau 6, Leutenstr. 11, jetzt Hennigsdorf/Brandenburg (Kreis Spremberg) GSt. Nr. 131.

ACHTUNG! Feld-Nr. 88110, Weibchen Kamerad weiß etwas über den Dolmetscher Dietrich Zeh aus Danzig. Zeh war zuletzt im Dezember 1944 in Brian (Mähren). Nachricht erbitte die Ehefrau Lily Zeh, (24 Pommersburg Str.), Grossstraße 28.

ACHTUNG! Wer ist in der Lage, wo notwendig in Kleinstadt od. größeren Ort, mir ein Privatgeschäft (mit Wohnung) oder geeignetes Raum zur Niederlassung, bekanntzugeben. Vergütung für diese Bemühung wird zugesichert. Angebote mit Nr. 1628 an Kauf-Ann-Exped., Hannover, Georgstraße 11.

BUCHER u. geschlossene Bibliotheken antiquarisch zu kaufen gesucht. Angebote an Martin, Baden-Baden, Lennstraße 143.

Das Ausland schreibt:

VEREINIGTE STAATEN

DAS INTERVIEW STASSEN

Harold Stassen, dem republikanischen Spitzenkandidaten für die Präsidentschaft der Vereinigten Staaten, wurde vor einem Monat von Stalin ein Interview gewährt, von dem erst jetzt Einzelheiten bekannt wurden. Die ganze amerikanische Presse widmet dieser Veröffentlichung ausführliche Kommentare.

Hier Stassen stellte dem Marschall die Frage, ob er es für möglich hält, eine Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und der Sowjet-Union einzuführen. Stalin antwortete bejahend. Über diese Antwort schreibt „New York Herald Tribune“:

„Sicherlich werden manche diese Interview als Heuchelei betrachten; schon hier man Aufmerksamkeiten in dem Sinne, daß großartig Beweise des großen Willens auf Seiten Sowjet-Rußland, bezeugen überwiegend wirkungsvollen als alle schönen Worte Stalins.“

In Wirklichkeit ist aber der Beweggrund der Behauptungen des sowjetischen Staatschef bestimmt nicht so einfach. Der Chef der Sowjet-Union hat in letzter Zeit einige seiner Regierungsverpflichtungen an seine Mitarbeiter abgegeben, doch ist er ganz ohne Zweifel vollkommen auf dem laufenden über die gegenwärtige Lage, und sein Wunsch nach Zusammenarbeit darf deshalb als durchaus ethisch gemeint aufgefaßt werden.

Der Mitarbeiter der Konferenz, das lange Hinziehen der Verhandlungen über die Kontrolle der Atomenergie, die Angriffe der Sowjet-Propaganda, die ständige Zurückhaltung der russischen Diplomaten, alles das scheint für Herrn Stalin nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

Es wäre indessen möglich, wenn der Sowjet-Chef seine ganze Politik nur auf solchen Perspektiven aufbauen würde, denn das würde bedeuten, daß wirklich wenig Hoffnung auf eine Besserung in der Welt besteht, solange der Westen nicht zu existieren, wenn man nach der Art und Weise schließt, wie er von den Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen den Vereinigten Staaten und Sowjet-Rußland spricht. Er läßt vermuthen, daß eine schwere Wirtschaftskrise das amerikanische Berufsleben in Europa verdrängen wird, und rechnet ohne Zweifel damit, daß die militärischen Vorbestimmungen Russlands genügen werden, um jede Kriegsführung zu verhindern, die er nicht ebenfalls ausführen kann.

DEUTSCHLAND

Einführung der doppelten Sommerzeit

BERLIN, 9. Mai. — Über die für Sonntag vorgesehene Einführung der doppelten Sommerzeit in ganz Deutschland hat die alliierte Kommandantur folgenden Befehl (Nr. 120) herausgegeben. Er lautet: Die Einführung der doppelten Sommerzeit wird in ganz Deutschland am Sonntag, den 11. Mai 3 Uhr, morgens, stattfindend. Die Uhren sind zu dieser Zeit um eine weitere Stunde vorzurücken.

Französische Zone

„Blutfreitag“
wird nächste Woche abgehalten.
RAVENSBURG, 9. Mai. — Auf einer Zusammenkunft der „Blutfreitag“ Gruppe wurde der Bescheid gefasst, daß der kommende „Blutfreitag“, der am 18. Mai stattfinden wird, wieder im gleichen Rahmen wie beim letztjährigen Blutfreitag abgehalten werden soll.

Britisch-amerikanische Zone

Frankfurt als Zentrale der Zweizonen-Verwaltung
FRANKFURT, 9. Mai. — In einer von der Zweizonen-Hauptverwaltung für Post und Fernmeldewesen herausgegebene Mitteilung heißt es, daß alle Zweizonen-Verwaltungsämter, die sich bis jetzt noch nicht in Frankfurt am Main befinden, bis Ende des Jahres dorthin verlegt werden. Damit findet eine bereits am Samstagabendmorgen abgegebene Erklärung über die Verlegung des Zweizonen-Verwaltungsamtes ihre Bestätigung.

Britische Zone

Zur Erkennungsbildung
HAMBURG, 9. Mai. — Auf der Tagung des Zonenrates in Hamburg gab Dr. Schilling-Schönings einen Bericht über die Erkennungsbildung aus der deutschen Perspektive. Es sei möglich, an bestimmte der Mitarbeiter, daß die augenblicklich herrschende Ernährungslage in 14 Tagen behoben werden könne, vorausgesetzt, daß die in Aussicht gestellten Importe auch tatsächlich eintreffen. Der Bericht der Abfertiger der deutschen Buren ist zu vermerken, daß 91 Prozent der Getreide tatsächlich abgeliefert worden sind. Durch die Kriegshandlungen sind 22.000 Bauernhöfe in Trümmer gefallen und die Fluren haben ebenfalls auf schwache Stellen. Bei den Kartoffeln sind 93 Prozent abgeliefert worden. Das Zentralamt in Stuttgart hat beschlossen, die Milchlieferung um 15 Prozent im Verhältnis zum Monat des Vorjahres zu steigern. Die Abfertiger bei Fleisch und Milch sind bei weitem nicht genügend. (m)

aus aller Welt

BADEN-BADEN. — Wie bekannt wird, ist Prof. Schmidtberger nicht mit der Aufhebung der Pflanz für den Wiederbau der Stadt Mainz beauftragt.
FRANKFURT. — Nach einer Mitteilung der hiesigen Hauptverwaltung für Post und Fernmeldewesen wird die Pflanz- und Paktierung zwischen Berlin und den vier Zonen Deutschlands vom 15. Mai ab wieder gestattet.
KÖLN. — Dieser Tage wurde hier ein „Bürgerhaus-Komitee“, dem Vertreter der Kölner Bürgerschaft angehören, gegründet. In Birmingham ist die Bildung einer ähnlichen Gesellschaft geplant. Die letzten Komitees haben sich die Aufgabe gestellt, mit allen zur Verfügung stehenden Mitteln die einmal aufgenommenen Verbindungen zu pflegen und durch Heranziehung weiterer Kreise eine Freundschaft zwischen den beiden Städten anzubahnen.
BERLIN. — Georg Müller, der Leiter des SPD-Parteibüros und Mitglied der sozialdemokratischen Gewerkschaftskommission, erklärte, daß die „unabhängige Gewerkschaftsbewegung“ als „unabhängige oppositionelle Gewerkschaftsbewegung“ zu betonen sei, um die Forderung der Gewerkschaften des FDGB-Vorstandes, die Zielsetzung der unabhängigen Gewerkschaften als „unabhängige Opposition“ zu betonen, als „unabhängige Gewerkschaften, die ihre Ziele zu machen.“
DRESDEN. — Wie Radio Leipzig mitteilt, werden in der nächsten Zeit noch 400.000 Tonnen in Land Sachsen erwartet, das nach der bereits erfolgten Abnahme von 600.000 Tonnen die höchste bewirtschaftete Gebiet Deutschlands ist. Da vor allem die Textilindustrie Sachsen aus großen Bedarf an Fasern sowie ungenutzten Arbeitskräften hat, ist die Arbeitsbeschaffung der Neuzustromenden gesichert.

Sowjetische Zone

NEUE VERFAHRENSMAßNAHMEN IN DER Sowjetzone
BERLIN, 9. Mai. — Die Zentral-Finanzverwaltung der Sowjetzone gab bekannt, daß die Preiskontrollorgane der deutschen Zentral-Finanzverwaltung künftig in einzelnen Gruppen zusammengefaßt werden. Jede Gruppe wird zusammen mit den örtlichen Kontrollorganen und Vertretern des FDGB jeweils an einem Ort die Kontrolle sämtlicher Groß- und Einzelhändler, sowie der Industriebetriebe durchführen. Durch dieses Verfahren soll die Preiskontrolle in Zukunft nicht mehr ausschließlich von den örtlichen Überwachungsbehörden oder von der unzuverlässigen Mitarbeiter des Publikums abhängen.

Berlin

Der neue Oberbürgermeister von Berlin: Luise Schröder
BERLIN, 9. Mai. — Frau Luise Schröder, die in der Donnerstagabend-Sitzung der Berliner Stadtparlamentarier mit der Führung der Geschäfte des Berliner Oberbürgermeisters beauftragt wurde, ist am 2. April 1947 in Altona geboren. Seit 1902 war sie als Stenotypistin und später als Privatsekretärin beschäftigt. Von 1919 bis 1933 war Frau Schröder Mitglied der sozialdemokratischen Fraktion der deutschen Nationalversammlung und des Deutschen Reichstages.

Lichtspiel-Theater

Programme bis zum 15. Mai

- BAD ENI (Lichtspiel):** Der Meisterdetektiv — (Operette) Maria von Jung.
- BADEN-BADEN (Aurelia):** Der Schindigs im Ich.
- BAD KRIZNACH (Kammer):** Pique-Dame — (Schubert) Spiel der Erinnerung.
- BALINGEN (Schweinfurt):** Der Wohlthäter.
- BINGEN (Kammer):** Meine vier Jungens.
- DONAUESCHINGEN (Hansper):** Das Mädchen aus Aries. — (Moussini) Der Liebhaber von Borneo.
- FREIBURG (Castel):** Die gläserne Kugel. — (Friedrich) Die Hochscholastin. — (Harnon) Glaube an mich.
- FRIBURG (Kurt):** Das schöne Abenteuer.
- HOMBURG (Palast):** Der letzte Schrei. — (Ulrich) Serge Pante.
- IDAR-OBERSTEIN (Moderne):** Die ewige Eva. — (Pohl) Frau Lisa. — (Schwan) Kutschmanns Tochter.
- KOBLENZ (Pfalz):** So wie ich bin.
- KONSTANZ (Capitol):** Die schöne Taged. — (Glanz) Du wirst mich beirücken. — (Sokal) Und es wird Licht.
- KUSEL (Saalbau):** Die verlorenen Frau. LAHR (Schwarz) Liebesmaler.
- LANDAU (Carosa):** Kanari der Liebe. — (Tivoli) Frühling.
- LORRACH (Odeon):** Calceola in Homburg.
- LUDWIGSHAFEN (Palast):** Die kleinen Puppen. — (Harnon) Der Ritter der Nacht.
- MAINZ (Capitol):** Das schöne Abenteuer. — (Sokal) Alibi.
- MONTABAU (Licht):** Hochzeitsnacht.
- MÜNSTER (Lager):** Dogenbermacht. — (Toll) Friedmanns Reich.
- NEUSTADT/HAARDT (Metro):** Die schwarze Nachtwacht. — (Palast) Auf gut Glück. — (Saalbau) Ein Scherz der Vergangenheit.
- NEUSTADT/SCHW. (Hilke):** Der Mann Schiefer.
- OPPENBURG (Stadttheater):** Der ewige Mann.
- PIRMASENS (Waldtheater):** Böhm.
- RASTATT (Rosa):** Das Konzert.
- REUTLINGEN (Bühnenbau):** Schöne Wälder. — (Kammer) Nachtwacht. — (Operette) Volpog.
- SAARBRÜCKEN (Johann):** Die Mörder sind unter uns. — (Volksbühne) Die drei Musketiere (I. Teil). — (Waldtheater) Narnie.
- SAARLOUIS (Central):** Homburg.
- ST. WENDEL (Neue):** Teil der 1914. — (Saalbau) Der Schindigs im Ich.
- SCHILLAGER (Lichtspiel):** Der Nachspiel.
- SGMÄRINGEN (Lichtspiel):** Der Mord am Weihnachtsabend.
- TOOTHMOOS (Lichtspiel):** Die Suche nach Eliza.
- TREBSCH (Kammer):** San Demetrio.
- TRIER (Neue):** Im Fieber der Liebe. — (Eckert) Liebesmaler. — (Volksbühne) San Demetrio.
- TÜBINGEN (Hilke):** Herr Sanders lebt gefährlich. — (Moussini) Frau Lisa.
- TÜBINGEN (Ulrich):** Der Ritter der Nacht. — (Tivoli) Du sollst nicht loben.
- VILLINGEN (Theater am Berg):** Die phantastische Symphonie. — (Ulrich) Du gebest zu mir.
- WALDRHUT (Lichtspiel):** Der Ochsenkrieg.

Theater und Konzerte

SAMSTAG, 10. MAI
KARLSRUHE (Badisches Staatstheater, 19 Uhr): Carmen. — (Börsen-Saal, 10.30 Uhr): Heideklänge.
KOBLENZ (Revue de l'Étoile, 19 Uhr): Concerto. — (21.30 Uhr): Gesang- und Klavierabend.
LINDAU: Calvet-Quartett.
SAARBRÜCKEN (Johann): Quel beau voyage (Franz. Variété).
SONNTAG, 11. MAI
KARLSRUHE (Badisches Staatstheater, 15 Uhr): Häsel und Gretel. — (19 Uhr): Götter-Merke. — (Börsen-Saal, 10.30 Uhr): Heideklänge.
KONSTANZ (Stadttheater, 19 Uhr): Concerto. — (21.30 Uhr): Gesang- und Klavierabend.
PIRMASENS: Quel beau voyage (Franz. Variété).
RAVENSBURG: Calvet-Quartett.

Ausstellungen

RAVENSBURG: Politische Ostertage, 14. April 1947.
TÜBINGEN (Kunstgebäude, Wilhelmstr. 9): Moderne deutsche Kunst, Tübingen 1947.

Das Wichtigste im Radio

SÜDWESTFUNK (47,46 m, 305 m, 291 m, 362 m)
Alle Tage: 6, 7, 8, 8.30 (franz.)
13, 18, 22, 23.45 Uhr: Nachrichten
10. MAI
12.45 Frankreich spricht zum deutschen Volk.
14.00 Wir jungen Menschen.
18.30 Krimi und quer durch Deutschland, Nachrichten aus allen Zonen.
18.45 Transdeutsch im SWF (Wiederholungsprogramm für Anfänger).
19.00 Kleine Abendmusik.
19.15 Das schöne Thema.
19.45 Die Tribune der Zeit.
20.00 Le Magasin de France.
20.15 O Frühling, wie bist du so schön (Wiederholung) im besten Abend (SWF).
21.15 Seltene alte Schlagsymphonien.
21.45 Frankreich spricht zum deutschen Volk.
22.15 Der SWF liest aus Tans.

Württembergische Universitätswochen 1947

Die württembergische Militärregierung veranstaltet in der Zeit vom 8. August bis 2. September unter Mitwirkung der Württembergischen Universität Internationale Universitätswochen, zu denen 120 französische Studenten, 150 deutsche Studenten und 100 ausländische Studenten eingeladen werden.

- Die Überwindung des Nationalismus: Nietzsche, Marx, Hegel, Kierkegaard, Jaspers (Schrey).
- Die moderne Philosophie, besonders der französische und deutsche Existenzialismus: Sartre, Heidegger, Jaspers (Gardel).
- Hörsche Grundlagen (Gardel).
- Kunst in Schwaben (Weiss, Böckh, Harding).
- Deutsch-französische Beziehungen im Bereich des Geistes und der Dichtung im XIX. und XX. Jahrhundert, im Anschluss an Texte von Gide und Valéry, Nietzsche und Rilke (Wilhelm, Seisner).
- Gedichte und weltliche Dichtung im Mittelalter (Kahn).
- Die klassische Periode der deutschen Literatur in ihrem Verhältnis zu Frankreich (Schneider).
- Interpretation literarischer Dichtung in Beziehung zu religionswissenschaftlichen Grundbegriffen, z.B. Erlösung, Mythos (Gardel).
- Interpretation literarischer Dichtung in Beziehung zu neueren Interpretationsmethoden (Gardel, Seisner).
- Theaterwesen, modernes Theater.
- Der moderne Roman.
- Die geistigen Grundlagen Europas (Schrey).
- Das christliche Ethos als Prinzip der Kulturgeschichte (Tiedtke).
- Ausgewählte Fragen der Rechtsphilosophie, Recht und Macht (Fischer).
- Der Wiederaufbau Europas und die Jugend (Schrey).
- Marx und sein Ethos (Steinböck).
- Volkswirtschaft und Ethik (Fischer).
- Naturwissenschaftliche Fragen im Denken der Gegenwart (Ohlmsperger).
- Das Evolutionsproblem (Kahn, Seisner, Ohlmsperger).
- Die Musik.
- Die Volkswirtschaft.
- Die Volkswirtschaft: Ihre Probleme und deren Lösungen.

FRANZÖSISCHE FRAGEN
A) Die Zeitschriften werden am 30. Mai 1947 abgeschlossen und die Bewerber auf der entsprechenden Liste bis zum 15. Juni benachrichtigt.
B) Die Studenten haben ihre Lebensmittellisten und Marken mitzubringen.

Karl Hannewald
Das Radio-Netz für Sie
Konstanz, Händelstraße 10
Reparaturen werden in eigener Werkstatt ausgeführt. — Ankauf — Verkauf aller Geräte und Röhren

Radioröhrentausch!
Sie erhalten von uns die lang geachtete Radio-Röhre gegen Abgabe von 2 guten, modernen, europäischen oder amerikanischen Röhren, oder alten, auch defekten Radio, bzw. Ersatzteile für Rückaufbau und Speise I RM belagene, RADIO-FENZEL u. SOHN, Landshut/Platz.

Goldschmiedemeister und Gehilfen
für unternehmender Arbeiten bei Spitzen-Präzision für Goldschmiedemeister von J.A. Winkler-Krause, Kottwitzer Str.

Briefmarkenhaus J. Karl
KONSTANZ, Bodenseeallee 143. Lassen Sie sich die besten Briefmarken des Reiches besorgen. Gebiete Deutschlands ist. Da vor allem die Textilindustrie Sachsen aus großen Bedarf an Fasern sowie ungenutzten Arbeitskräften hat, ist die Arbeitsbeschaffung der Neuzustromenden gesichert.

Religiöse Artikel
geschaltete Kreuze, Kirchenleuchter, Heutzutage, Marien etc.
Erzgebirg, Dreherwaren
Schalt- u. Drahtwaren aller Art aus Naturholz.
Handgemalte Bilder.
ganz und geputzt, neu, Gegen Vorbestellung von RM 50.— kleine, von RM 100.— großes Musterwerkzeug. Da hat oder Überweisung an Kreisbankkonto Burg 5 Franz Xaver WATTENBERG, Altarbau-Werkstätten
Export — Fabrikation — Import
119 Burg, Bez. Mühlhausen, Postfach 15, Unter 750 Poststraße

Heiraten
JUNGE DAME, 25 Jahre, 165 cm gr., evgl., edel, hellblond, wirtschaftl., sportl., musikal., Abitur, Vermögen, willens Bekanntschaft mit geb. Herrn bis zu 30 Jahren, Bildung, beruflich tätig, streben, D. 188 (engl. Zone) an die Aus-Vermittlung, Eisenhaus, 6504 Bad Harzburg

GESCHAFTSMANN, Wv. 6 J. verlässig, mit Grundbesitz, große Geschäftskontakte, a. Fabrikation, i. Zentr. einer rh. Großstadt, modern einger. Wohnvorh., sucht eine gr. ansehnliche geb. Dame a. besten Kreisen kennen zu lernen. Angebote und. Nr. 25 000 an Agence HAVAS, Konstanz, Kaiserstraße 3.

ARCHITEKT-BAUMEISTER sucht Nebengewerbe m. vermög. bühnen. Dame, evgl. Eisenhaus, Angebote und. 25 000 an Agence HAVAS, Konstanz, Kaiserstraße 3.

FRAUENARET, 41 J., 176 cm., Junges, wünscht bald. Heirat m. geistig. Dame, die Interesse f. d. Erziehung eines künftigen Kindes hat. Nrh. unt. P. 3659, Institut HARMONIE, Margarete Selig, Konstanz, Untere Lände 22.

WERDEN auch Sie ein Glückspilz bei eintretender Freundschaft und glückliche Ehe durch Freundschaft „Der Glückspilz“, Frau Beatrix Müller, Str. 4, Neu-Ulm.

„Der Treffpunkt“
die gr. Erfolg: Eheanbahnung für die Westzonen. Stets dreifache Erfolgsmöglichkeiten für jeden Teilnehmer. Best. Verbindungen zu allen Kreisen in Stadt und Land. Fortschritt. Schriftl. N. und Auswahlkarte gegen Doppelporto. von „DER TREFFPUNKT“, Eckerstraße, Postfach 40 oder Hannover-L. Jacobsstr. 5 oder Bremen, Klugstr. 22 oder Düsseldorf-Eller, Deussstr. 11.

WER HAT MUT?
Seitler große Erfolg! Wie lange wollen Sie noch allein bleiben? Viele Vornehme suchen nach Berufstätigen u. Kreisreisen. Bearbeitung dankt, individuelle Sprechstunde täglich. H. Müller, Eisenbahnstr. 10, Bohn, Bahnhofstr. 10 oder (224) Wehrstr. 10, Hildesheim, Pflanzengartenstr. 7, sowie vert. in Bayern, Baden, Württemberg.

ICH BIN DIKRETT und in jeder Form bestmögliche Eheanbahnung Frau Horstmann, Bremen, Kahlstr. 7, Sprechstunde von 14—19 Uhr.
DAME sucht Beteiligung an einem Hotel oder Gaststätte, evtl. auch Eisenhaus, such. i. Ausland, bis 40 J., 1,75 m, schlank, sehr gute Erziehung, sicheres Auftreten und in ges. Hotel-Pack firm. Politisch einwandfrei u. unabhängig. Es werden sich nur ernstgeln. Int. melden unter Nr. 25 000 an Agence HAVAS, Konstanz, Kaiserstraße 4.

Deutsche Presseschau

AMERIKANISCHE ZONE

WÄHLER UND PARTEIMITGLIEDER
Dr. Hermann Fensch widmet seinen Lehramt in der „HEILBRONNER STIMME“ dem schon viel umstrittenen Thema der Wahlprüfung und schreibt: „Der edle Mensch hat keine Partei-Kontache.“
Die naive Auffassung, daß die Wähler einer Partei aus Parteigliedern dieser Partei seien, ist durch nichts zu begründen. Eine politische Wahl ist ihrem Wesen nach keine absolute Wahl. Hinzu hat es der tatsächliche Staat leichter, er will im Grunde keine Wahl, sondern ein natürliches Geschehen, das Opfer der Freiheit, das Verzicht auf Wahl, das Sprung in den Gehorsam; seine Alternative heißt: gehorchen oder leiden, und die viele ist dann der Gehorsam das Leid, das auch mit dem Gehorsam nicht aufhört. Wo aber verliert Wahl im freien Akt des Willens ist, da ist auch Loyalität, Abhängigkeit und Kompromiß.“
Weiter schreibt Dr. Fensch:
Es war auch nicht zu verwenden und hat aus der elementaren Not der Zeit zu verstehen, daß sich Geist und Richtung der einzelnen Parteien nur wie verschommen zu erkennen geben. Die Realisation der Parteien bedeutet etwa eine Notwendigkeit, aber deshalb noch lange keine gute Lösung. Es spielt immer noch in den deutschen Köpfen die Meinung, eine Partei müsse mindestens eine soziale Gruppierung oder doch eine weltanschauliche Union sein (man habe gar Parteien mit einem Anflug von Sozialismus des Namens einer hohen Religion für sich verwendet).
... Der Sinn des Politischen ist nicht die Macht, sondern die Gerechtigkeit, und Parteien haben nur die Aufgabe, Männer auszuwählen und heranzubilden zur Übernahme der Staatsgeschäfte im Sinne der Verwirklichung der Gerechtigkeit...
... Wie festgehalten und wie „unabhängig“ parteipolitische Denken sein kann, dafür waren einige Anträge aus dem aus vielen Gründen recht ungewöhnlichen Drama, das der gesamte sächsische Ankläger Maier in Gang brachte, symptomatisch. Wenn es auch die Vorstellung eines unabhängigen Parteipolitikers von der politischen Freundschaft unheimlich verwirrt haben mag, so war es doch ein Posthumus (Gretel Albin, daß sich deutlich und scharf zu etwas wie eine überparteiliche politische Willensbildung kristallisiert hätte. Einige führende Parteipolitiker haben das sehr verneint, nicht ohne in ihrer Unfähigkeit, in anderen Bereichen als denen parteipolitischen Taktik „wie gehabt“ zu denken, auf „Erfahrung“ zu drängen oder eine solche selbst anzukündigen.“

MERKWÜRDIGES VORKOMMEN

ERSTAUNLICHE REAKTION
Die „JÜDISCHEN ZEITUNG“ hat...
„Freitag früh 8 Uhr: Ein auf der Durchreise in München befindlicher Nürnbergler entdeckt auf dem Wege vom Hauptbahnhof zur Prinz-Ludwig-Strasse eine neue Straßenschilderung. An Stelle der Teil-„Platz des Opfer des Faschismus“ hängt ein Schild (sorgfältig ausgelesen) das folgende Untergrund: Platz des Opfer demokratischer Menschheitsverurteilung.“ 8 Uhr 10: Der Nürnbergler Reisende verständigt den Verkehrsbeschützer an Obenplatz, der ihn bittet, seine Beobachtungen der nächsten Polizeiwache zu melden. 8 Uhr 20: Der Herr begibt sich zum Polizeipräsidenten und macht den Vorposten Mitteilung. Der Polizist erwidert: „Wir sind doch keine Faschistenkrieger.“ Er verweist ihn dann in die Hauptwache im ersten Stock. Dort wird dem Herrn nahegelegt, sich mit dem zuständigen Polizeirevier 3 in Verbindung zu setzen. Der Beamte des Polizeirevier 3 erklärt, ein Teilposten, der ein solches Schild nicht entfernen, es würde die Feuerwehr verständigen, 8 Uhr 26: Der Herr benachrichtigt die Jüdische Zeitung telefonisch von seinen Wahrnehmungen. 8 Uhr 40: Die SZ-Berichterstatter begibt sich an den „Faktor“, Neugierige Spaziergänger betrachten, teilweise schamlos, die neue Straßenschilderung. 19 Uhr: Alles unverändert. 11 Uhr: Das Schild hängt noch. Der Polizeipräsident wird durch die SZ telefonisch von dem Vorfall benachrichtigt. Er erklärt, die Angelegenheit sei ihm bekannt und die Notwendigkeit sei angeordnet. 12 Uhr: Alles unverändert. 13 Uhr: Der SZ-Berichterstatter macht sich mit einem Lieferwagen und einer kleinen Leiter auf den Weg und entfernt eigenhändig das Schild. Es kann als „Corpus delicti“ auf der Lokalredaktion der SZ abgeliefert werden. Der Herr Polizeipräsident wolle dieses „Übergriff“, der unter Umständen gar als Antisemitismus gedeutet werden könnte, nachschauen.“ — „Wir glauben, daß die Polizei nicht gar zu gewillig und reserviert bei der Beseitigung derartigen Unfalls sein sollte. Man könnte denken, Dinge dieser Art sind leicht als „Antisemitismus“ zu deuten, die in der Welt sehr selten sind und selbstverständliche Wirkungen erzielen als im öffentlichen Miteinander.“

Remaniement MINISTERIEL

SUITE DE LA PREMIERE PAGE
Dans le plus grand calme, l'Assemblée poursuit les débats sur les événements de Madagascar...

Contrairement à son habitude, le président Ramadier n'a pas tenu, jeudi, sa conférence de presse hebdomadaire. D'autre part, l'entrevue qu'il doit avoir avec le bureau de la C.G.T. se trouve reportée à samedi matin...

Les ouvriers des usines Renault, dont la grève a amené la crise larvée qui a abouti au retrait du parti communiste des conseils du gouvernement, cesseront aujourd'hui vendredi, à bulletin secret, sur une proposition transactionnelle qui leur est faite de reprendre le travail moyennant une augmentation horaire de la prime à la production de 2 fr. 80.

On sait que la revendication primitive de 3 francs par heure de majoration a maintenant été élevée à 10 francs.

La répartition des voix dans ce scrutin, qui aura probablement pour résultat le rejet des propositions gouvernementales, est donc attendue avec intérêt.

A L'ASSEMBLEE NATIONALE

SUITE DE LA PREMIERE PAGE
Puis il a ajouté : « On est allé trop vite dans le domaine politique et on n'a pas assez fait sur le plan économique et social ».

M. Maurice Violette (U.D.S.R.) a interrompu l'orateur pour donner lecture d'une lettre qu'il venait de recevoir des territoires français d'Océanie : la situation empirait de jour en jour et des Tahitiens seraient disposés à proclamer l'indépendance de l'île.

« Comme en 1763, s'écria-t-il, allons-nous perdre notre empire ? Mais les populations autochtones sous des drapeaux qui ne seraient pas les leurs, ne regretteraient-elles pas bientôt la France ? » (vifs applaudissements).

M. Malbrant a terminé ensuite en demandant le rétablissement de l'autorité de la France.

M. RAMARONY
M. Ramarony sollicita de M. Moutet des explications. Pourquoi n'a-t-on pas pris les mesures nécessaires en temps utile ? M. de Coppet estimait insuffisants les efforts.

Nomination d'un nouveau représentant espagnol auprès du gouvernement français

PARIS. — Le gouvernement espagnol républicain vient de nommer M. Manuel Aguirre de Carcer auprès du gouvernement français, en remplacement de M. Mota y Pla. Le nouveau délégué est un spécialiste des questions marocaines.

A Madrid, les auteurs de l'attentat contre l'ambassade d'Argentine passent devant le conseil de guerre. Le journal officiel publie également un décret du ministre de l'Intérieur relevant le gouverneur de Barcelone de ses fonctions.

fectifs des troupes ; qu'a fait le gouvernement ? Il souhaite que la France réalise l'Union française en s'appuyant sur ses amis et en frappant ses ennemis.

M. CAILLAVET
M. Henri Caillaud (rad.-soc.) précisa les buts poursuivis par le M.D.R.M. Puis élargissant le débat, il se demanda si les républicains ne se demandent pas si les colonies, d'outre-mer ne sont pas imposables à l'imprécision de la notion d'Union française. Il se déclara persuadé que les soulèvements démontrent le fait d'agitateurs professionnels. « Au lieu de les arrêter, a-t-il dit, il ne fallait pas les élire ».

M. JUGLAS
M. Jean-Jacques Juglas (M.R.P.) a consacré son exposé aux mesures qui conditionnent la pacification de Madagascar : un effort militaire rapide et important doit aller de pair avec une justice impartiale et serrée. Il a demandé qu'on sache distinguer les responsables, les égaux et les pillards et estime essentiel que le jugement soit rendu solennellement sur place. « Il faut, a-t-il ajouté, dans le même temps, remédier à la pénurie ».

M. AHMED MEZERNA
Pour M. Ahmed Mezerna (Triomphe des libertés algériennes) il règne à Madagascar un « climat de terreur et de provocation », affirmation qui entraîne une vive réaction sur les bancs du centre et de la droite. « Rien de durable ne sera fait, a encore affirmé l'orateur, si l'on ne tient compte des légitimes aspirations des peuples coloniaux ».

M. GOSNAT
M. Georges Gosnat (comm.) a mis en cause la Banque de Madagascar et plusieurs compagnies. Il exprime le vœu de voir éclaircir certains points troublants : « Un congrès démocratique devait se tenir dans l'île au début d'avril et les premières victimes ont été des P.T.P. ou des communistes ». Il demande, en terminant, l'envoi d'une commission parlementaire d'enquête à Madagascar.

COMMENT RAVOHANGY A ETE AMNISTIE
M. Paul Glacoby, qui avait été mis en cause par M. Duveau au sujet de l'élection de M. Ravohangy, le député malgache condamné aux travaux forcés à perpétuité en 1917, a tenu à faire une mise au point, puisque c'est alors qu'il était ministre des Colonies que Ravohangy fut autorisé à faire acte de candidature.

Il rappela que l'inscription de M. Ravohangy, indigible, fut reçue par le gouverneur général et qu'à l'époque, le ministre des Colonies estima qu'il fallait laisser l'Assemblée se prononcer souverainement. Sur rapport de M. Midol, communiste, l'Assemblée, unanimement, considéra qu'il avait amnistié et accueillit le député malgache dans son sein.

AU CONSEIL de la République

PARIS. — Le Conseil de la République s'est réuni jeudi après-midi sous la présidence de M. Gaston Monnerville.

La séance est ouverte à 14 h. 40. Les conseillers se lèvent pour écouter l'allocution du président consacrée à l'éloge des combattants de la dernière guerre mondiale.

Le conseil procède, ensuite, à la nomination de deux vice-présidents et de trois secrétaires. Au début de l'année en effet, en l'absence d'un certain nombre de conseillers d'outre-mer, le bureau de la seconde assemblée n'avait pas été entièrement constitué.

Conformément au règlement, les candidatures établies selon la règle de proportionnalité sont affichées pendant une heure. Aucune opposition n'y étant faite, elles sont ensuite ratifiées.

Le point de vue des grévistes

SUITE DE LA PREMIERE PAGE
— Mais, une augmentation des salaires ne serait-elle pas source de hausse du prix de la vie ? Donner satisfaction à cette revendication ne serait-il pas créer un précédent qui ouvrirait la porte à d'autres revendications en général et même sur tous les domaines de l'activité économique ?

— D'accord. Je sais, c'est le cercle vicieux. Mais si des décisions ont été prises par le gouvernement pour le bludgeonnage des salaires et pour celui des prix d'achat, il est aisé d'observer que les premiers restent bien bloqués alors que les seconds ont brisé les barrières de hausse.

— La tendance à la hausse s'est, cependant, trouvée freinée !
— Oh ! Freinée... pas dans tout : le gaz, l'électricité, les transports, les carburants, les produits de base.

— Les techniciens à une source entendue le hocher la tête, en comptant qu'il y a des idées et qu'il y a des idées très particulières.

— Comment varier-vous une solution à la situation actuelle ?
— Il faudrait réduire les frais généraux des administrations, et des diverses entreprises nationales — même des usines Renault — puis ouvrir pour l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs par une diminution des impôts sur les salaires, et les revenus en même temps que par une réduction effective du coût de la vie.

— Par quel procédé une entreprise dont on réduit les frais généraux pourrait-elle accorder les augmentations de salaires sans que sa rentabilité en soit déséquilibrée ?
— Cela est une question très complexe qui touche l'organisation.

— Beaucoup d'entreprises, par une amélioration des méthodes de production, par un meilleur emploi de la main-d'œuvre et des machines pour

Vers un règlement du conflit DES USINES RENAULT

PARIS. — Les négociations qui se sont poursuivies entre la délégation syndicale des usines Renault et M. Robert Lacoche, ministre de la Production, en vue de résoudre le conflit, ont revêtu au cours de ces dernières vingt-quatre heures un caractère plus positif que les précédentes. En effet, les délégués ont reçu réponse du gouvernement en ce qui concerne la demande d'augmentation de trois francs de l'heure sur la prime à la production formulée par les ouvriers.

Après de laborieux pourparlers le gouvernement a décidé d'accorder 2 fr. 80 de supplément à l'heure de l'ensemble du personnel. Ce dernier a été appelé à voter pour faire connaître sa décision en ce qui concerne cette proposition.

A l'heure où nous mettons sous presse, les résultats de ce vote ne sont pas encore connus, toutefois on laisse supposer dans les milieux autorisés que les ouvriers sont disposés à accepter cette solution. La section syndicale (C. G. T.) de la

régie Renault fait, en outre, connaître qu'elle a, au cours des négociations, d'ores et déjà obtenu satisfaction en ce qui concerne les revendications suivantes, à savoir :

1° Le paiement, au salaire de base, des heures excédant le temps de travail minimum imposé par le règlement en ce qui concerne une production connue ;

2° Le paiement des heures perdues par manque de courant, manque de matière et panne de machines au taux moyen de la quinzaine précédente.

Les grèves en France les bateliers...

La grève des bateliers est toujours effective dans le Nord. L'arrêt partiel de la batellerie et la grève des ouvriers d'une usine de papier journal a obligé, annonce un communiqué du ministre de la Jeunesse, des Arts et des Lettres, les pouvoirs publics à prendre certaines mesures en vue d'assurer l'approvisionnement de la presse en papier.

C'est ainsi qu'à partir du samedi 10 mai, la consommation de papier des journaux quotidiens, hebdomadaires et périodiques sera diminuée de 15 %.

... en province

Des grèves locales surgissent en divers points du territoire, on relève jamais cependant un caractère d'extrême gravité. Aucun incident digne d'importance n'est à signaler.

A Montluçon, l'union locale des syndicats C.G.T. a lancé un ordre de grève générale qui a été suivi par plusieurs milliers d'ouvriers. Une délégation ouvrière a été reçue à la préfecture.

A Caen, les 1.500 salariés de l'usine électrometallurgique de Dives-sur-Mer ont déclenché un mouvement de grève à la suite du refus opposé par la direction à une revendication concernant une prime de 15 francs à la production.

A Tours, un arrêt de travail d'une demi-heure a été observé dans les usines métallurgiques de la ville par les ouvriers, employés et agents de maîtrise.

Les heures de travail dans les banques

PARIS. — A l'issue d'une réunion qui s'est tenue à l'hôtel Matignon, M. Robert Schuman, ministre des Finances a fait une déclaration relative au conflit des banques.

« Nous avons étudié les mesures propres à résoudre les différends et nous espérons arriver à un accord acceptable par tous ».

Le ministre des Finances, a d'autre part précisé que l'accord envisagé comportait non pas la fermeture des établissements de crédit deux jours par semaine, mais un système d'ouverture en rapport avec l'activité bancaire.

La situation à Madagascar

TANANARIVE. — Plus d'un mois s'est écoulé depuis la nuit tragique du 29 au 30 mars. L'éloignement des différents points de rébellion, la complexité des composantes du mouvement insurrectionnel furent autant d'obstacles à une appréciation d'ensemble des faits, mais la situation s'est détachée suffisamment depuis une quinzaine de jours pour qu'il soit possible de déterminer les limites de la zone d'agitation.

Cette dernière s'étend sur une bande de territoire d'environ 80 kilomètres de large sur la côte orientale de l'île, depuis la région de Farafangana jusqu'aux environs de la ligne de chemin de fer de Tananarive à Tamatave.

Après cette cristallisation de la dissidence, l'autorité militaire s'est employée à éviter l'extension de la rébellion tout en s'efforçant de protéger les centres menacés, tels Manakary, Noavavrika, Vatamin-dry, Moramanga, et de réduire les bandes de rebelles opérant dans la brousse. Les centres attaqués, à l'exception de quelques postes tenus par de très faibles éléments de la garde indigène qui montrèrent d'ailleurs le plus grand courage, ont pu, grâce aux éléments de l'armée de terre, renforcés par des détachements de la marine et de la gendarmerie, grâce aussi aux parachutistes arrivés de France, résister aux révoltes.

Toutefois, les moyens existant sur place n'ont pas encore permis de réduire toutes les bandes opérant à l'intérieur.

orientale de l'île, depuis la région de Farafangana jusqu'aux environs de la ligne de chemin de fer de Tananarive à Tamatave.

Après cette cristallisation de la dissidence, l'autorité militaire s'est employée à éviter l'extension de la rébellion tout en s'efforçant de protéger les centres menacés, tels Manakary, Noavavrika, Vatamin-dry, Moramanga, et de réduire les bandes de rebelles opérant dans la brousse. Les centres attaqués, à l'exception de quelques postes tenus par de très faibles éléments de la garde indigène qui montrèrent d'ailleurs le plus grand courage, ont pu, grâce aux éléments de l'armée de terre, renforcés par des détachements de la marine et de la gendarmerie, grâce aussi aux parachutistes arrivés de France, résister aux révoltes.

Toutefois, les moyens existant sur place n'ont pas encore permis de réduire toutes les bandes opérant à l'intérieur.

orientale de l'île, depuis la région de Farafangana jusqu'aux environs de la ligne de chemin de fer de Tananarive à Tamatave.

Après cette cristallisation de la dissidence, l'autorité militaire s'est employée à éviter l'extension de la rébellion tout en s'efforçant de protéger les centres menacés, tels Manakary, Noavavrika, Vatamin-dry, Moramanga, et de réduire les bandes de rebelles opérant dans la brousse. Les centres attaqués, à l'exception de quelques postes tenus par de très faibles éléments de la garde indigène qui montrèrent d'ailleurs le plus grand courage, ont pu, grâce aux éléments de l'armée de terre, renforcés par des détachements de la marine et de la gendarmerie, grâce aussi aux parachutistes arrivés de France, résister aux révoltes.

Toutefois, les moyens existant sur place n'ont pas encore permis de réduire toutes les bandes opérant à l'intérieur.

RADIO MILITAIRES: on passage à Strasbourg... MARCONI - FORT-LEZ-LYON - RADIO 44... RADIO-BRAUN

Casino Niederbronn Les Bains... Roulotte Baccara Boule Dancing

nière heure... dernière heure... dernière heure... der

LA JOURNEE A PARIS

On connaît sans doute, à l'issue du Conseil des ministres de ce matin les nouveaux détenteurs de portefeuilles, dont le « Journal officiel » de demain doit publier le décret de nomination. Les noms de trois d'entre eux sont connus par l'ensemble de la presse parisienne, presque sans réserve : MM. Béchard, comme secrétaire d'Etat à la présidence chargée de la coordination de la Défense nationale, Daniel Mayer, au Travail, et Eugène Thomas, aux P.T.T. M. Robert Prigent prendrait probablement la Santé publique. Ensuite, on entre dans le domaine des hypothèses.

On en a émis un certain nombre ; selon les plus souvent entendues, M. Létourneau, ministre du Commerce, s'adjointrait la Reconstruction, tandis que M. Robert Lacoche prendrait en main l'Economie nationale, tout en gardant la Production industrielle. M. André Philip serait promu vice-président du Conseil.

Ces deux dernières nominations paraissent avoir peu de chances de se réaliser, bien que relevant aux yeux du rassemblement des gauches et de nombreux M.R.P. Le Conseil de ce matin en a décidé. Il devra avoir entendu des exposés de M. Vincent Auriol sur son voyage en Afrique, de M. Georges Bidault sur la conférence de Moscou et de MM. Robert Schuman et Thierry-Frémont. Le Conseil des ministres sera enfin à se réaccuser de la situation sociale en général et plus particulièrement de la demande de la C.G.T. concernant la prime à la production.

A ce sujet, on note un nouveau raidissement du parti communiste qu'exprime un procès-verbal de la réunion qui a tenu hier soir son bureau politique. Ce document marque très nettement la déception qu'a ressentie le parti de MM. Thorez et Duclos de la décision prise par le comité national du parti socialiste de poursuivre l'expérience Ramadier.

« Le bureau politique a constaté, déclare le procès-verbal, qu'on écartait les communistes du gouvernement parce qu'ils ont affirmé leur volonté de défendre les masses laborieuses, le parti socialiste a pris la responsabilité de consacrer un glissement à droite de la politique française ».

« Le bureau politique regrette que le vote du conseil national socialiste ait sanctionné une telle décision qui est accueillie avec trop de joie par les réactionnaires pour ne pas provoquer de légitimes inquiétudes chez tous les travailleurs ».

S'il ne s'agit pas d'une tactique destinée à utiliser à fond la profonde division qui existe sur ces problèmes dans la S.F.I.O., division qui s'est exprimée par les résultats du vote du conseil national, on est en droit de penser que les dirigeants communistes avaient mis sur la certitude que M. Ramadier serait « démissionné » par ses amis et qu'ils n'acceptent que difficilement la perspective d'être, pour de longues semaines, tenus en dehors des conseils du gouvernement. Cependant, il ne semble pas que

le parti communiste entende prendre immédiatement une attitude d'opposition. Le procès-verbal prend soin, en effet, de proclamer : « à nouveau la volonté du parti d'agir en toute circonstance en grand parti de gouvernement ».

Durant ce temps, l'Assemblée nationale poursuit son débat sur Madagascar. Il reste, en principe, six orateurs à entendre avant que M. Marius Moutet définitive la politique du gouvernement. Dans ces conditions il est possible que la séance de l'après-midi, qui devait être consacrée à la demande de levée de l'immunité parlementaire des élus malgaches, impliqués dans les événements récents, qui l'on suit, soit modifiée.

Sur le plan social, on note toujours plusieurs mouvements de grève, mais l'événement le plus important demeure, sans conteste, le vote du personnel des usines Renault pour ou contre la reprise du travail.

Le conseil des ministres

PARIS. — Le conseil des ministres s'est réuni vendredi matin à 9 h. 30, sous la présidence de M. Vincent Auriol.

Dès 8 h. 30, parmi les personnalités présentes on remarquait MM. Daniel Mayer, Paul Béchard, député socialiste du Gard, Eugène Thomas, député socialiste du Nord, et Robert Prigent, député M.R.P. du Nord.

On peut donc penser que c'est au cours de ce conseil que le président de la République sera amené à signer les décrets nommant MM. Daniel Mayer, ministre du Travail, Béchard, secrétaire d'Etat

à la présidence du conseil, chargé de la coordination de la défense nationale, Eugène Thomas, ministre des P.T.T., et Robert Prigent, ministre de la Santé publique.

Manœuvres aériennes aux Etats-Unis

WASHINGTON. — La direction des forces stratégiques aériennes des Etats-Unis annonce que, dans quelques jours, une centaine de superforteresses s'envoleront de bases situées dans les Etats de Floride, du Texas, du Nouveau-Mexique et de l'Arizona et convergeront sur New-York, simulant une attaque aérienne de la grande cité.

Un appel de la F.A.O. à l'Argentine

WASHINGTON. — M. Fitz-Gerald, secrétaire général de l'organisation pour l'Agriculture et du ravitaillement (F.A.O.), a adressé un appel urgent au président Péron pour lui demander que le gouvernement argentin porte à un million de tonnes par mois le total de ses exportations de céréales pour chacun des mois de mai, juin et juillet.

Il a souligné que les prochaines récoltes aux Etats-Unis et au Canada seraient exceptionnellement abondantes mais que ces pays ne trouvent dans l'importation d'augmenter leurs exportations au cours des mois prochains car ses stocks disponibles sont presque épuisés.

L'Espagne exclue de l'organisation de l'aviation civile internationale

MONTREAL. — La commission politique de l'organisation de l'aviation civile internationale réunie sous la présidence de M. Fourrier, délégué de la France, a décidé d'exclure l'Espagne de l'organisation.

La décision a été prise par 12 voix contre trois (Irlande, Suisse et Portugal).

Le débat a duré toute la journée. Le délégué espagnol a présenté lui-même la défense de son pays, puis a quitté la salle de délibérations avant le vote. La France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se sont prononcés en faveur de l'exclusion. Un certain nombre de délégations se sont abstenues.

Pour devenir effective, la décision de la commission politique devra être ratifiée en séance plénière.

Le Canada subventionnera les recherches atomiques

TORONTO. — A l'occasion du 50ème anniversaire de la fondation de l'Institut canadien des ingénieurs, le général Mac Naughton, président de la commission canadienne de l'énergie atomique, de l'O.N.U., a annoncé que le gouvernement canadien avait l'intention de subventionner les universités canadiennes pour favoriser les recherches atomiques, particulièrement en ce qui concerne les applications dans le domaine de

la médecine, de la chimie et de la biologie. Il a ajouté que les applications purement industrielles ne pouvaient être envisagées avant plusieurs dizaines d'années.

NOUVELLES BREVES

PARIS. — L'acteur Pierre Renoir a été élu président de la Fédération nationale des spectateurs.

80 diptères ou sténodiers ayant pris part à la campagne 1945 seront tués le 28 mai au musée de l'Arènes.

La dissolution du groupement national d'importation et d'exportation des pelles et fourrages est ordonnée à compter du 15 mai 1947.

AMBIENS. — Wickenden, « l'homme à la voiture », qui pendant des années hantait les palatins de la région de Lens, a été condamné à mort.

BORDEAUX. — La secrétaire d'une grande banque a été attaquée par des bandits armés qui se sont enfuis en fuite.

NICE. — Une bombe a éclaté devant la porte de l'ancien jardin de Pétais. Il n'y a pas de dégâts.

FRAGUE. — Une messe solennelle à l'occasion de la fête nationale de Jeanne d'Arc, sera célébrée le 11 mai en l'église Notre-Dame des Naves à Prague.

MOSCOU. — M. Molotov a reçu M. Ribas, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Mexique auprès du gouvernement des Soviets.

WASHINGTON. — L'ambassadeur soviétique à Washington, le Jonkhout Dr London, a demandé sa démission pour raison de santé.

La commission maritime fait savoir que les U.S.A. ont vendu à la Hollande : 38 victory-ships, 28 liberty-ships, 7 caboteurs, 3 cargos et 3 bateaux côtiers.